Document generated on 04/16/2024 10:03 a.m.

Liberté

LIBERTÉ
ART & POLITIQUE

Vivre et lutter contre le sens du monde
Partie 1

Camille Toffoli

Number 325, Fall 2019

URI: https://id.erudit.org/iderudit/91821ac

See table of contents

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)
1923-0915 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Toffoli, C. (2019). Vivre et lutter contre le sens du monde : partie 1. *Liberté*, (325), 7–8.

Tous droits réservés © Camille Toffoli, 2019

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Vivre et lutter contre le sens du monde (1)

Camille Toffoli fait le point sur un enjeu féministe actuel dans des analyses aussi fines que perspicaces.

En réfléchissant à ma contribution à ce numéro anniversaire, il m'est vite apparu que les deux féministes à qui je souhaitais rendre hommage – dresser un portrait exhaustif des soixante dernières années de luttes féministes au Québec aurait été un projet irréaliste – sont des militantes qui, à travers le temps et de diverses manières, se sont battues contre le sexisme, mais ont aussi contesté l'hétérosexualité comme institution. Elles se sont d'ailleurs le plus souvent retrouvées maintenues dans l'ombre au sein des mouvements politiques. J'ai donc eu envie de donner la parole à celles qui, plutôt que de réclamer leur place dans les structures déjà existantes, font le pari – avec tout ce que cela implique comme niveau d'engagement – d'inventer et d'incarner de nouvelles manières d'être et de vivre. Celles qui sont peut-être, à mon sens, les plus à même de repenser en profondeur les rapports de genre.

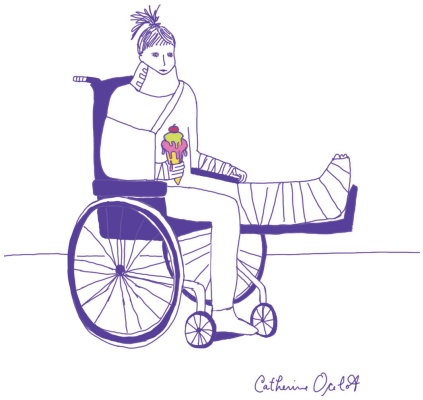
Plutôt que de faire une analyse théorique ou un parcours historique, j'ai voulu écrire à partir de la rencontre humaine, mettre en parallèle et en dialogue des pratiques collectives et des expériences personnelles, avec ce que ces dernières peuvent présenter de paradoxal et d'inusité. J'ai rencontré deux militantes de générations différentes, qui ont pris et prennent toujours part à des groupes s'affichant explicitement contre l'hétérosexualité en tant que modèle dominant, contre toutes les prescriptions, les impératifs, les dynamiques inégalitaires qu'on perpétue sur la base de ce modèle. L'une, à qui est consacrée cette première partie, s'identifie comme militante lesbienne depuis plus de trente ans et a participé activement au mouvement des lesbiennes radicales qui a émergé au Québec dans les années 1980. L'autre, plus jeune, qui fera l'objet de la seconde partie de cet article, gravite depuis près d'une dizaine d'années autour des milieux *queer* et de plusieurs organisations LGBTQ*. Les deux portraits de militantes que je juxtapose ici témoignent de stratégies de résistance et de solidarité singulières, qui ne se répondent pas nécessairement parce qu'elles partagent une filiation ou un héritage, mais bien parce qu'elles montrent ce qu'implique, concrètement, le fait d'investir la marge comme posture politique.

⁂

On évoque très peu les militantes lesbiennes lorsqu'on dresse des portraits rétrospectifs des luttes féministes au Québec. Les motifs de cet oubli systématique sont nombreux, complexes. On peut, entre autres, supposer que leur radicalisme assumé n'a pas contribué à leur assurer une place sur le tableau d'honneur des figures féminines marquantes de l'Histoire. Dans un article de 1998, Louise Turcotte explique que, dès la naissance du mouvement des lesbiennes radicales au Québec, plusieurs féministes se sont opposées à ce qu'on accorde trop de visibilité à celles-ci : « Leur présence devait être la plus discrète possible afin de ne pas discréditer le mouvement des femmes. »

Johanne Coulombe m'attend au café où nous nous sommes donné rendez-vous, un casque de mobylette posé sur la table à côté d'elle. Elle m'explique en riant que son choix de locomotion est significatif. « Il y a deux choses qui étaient primordiales, dans la vie, pour mes parents : se trouver un travail et s'acheter une voiture. Moi, ce qui m'a toujours importé, c'est avant tout d'être autonome. Je me suis longtemps déplacée en moto, maintenant j'ai un scooter. » Âgée de soixante-deux ans, Johanne est née à Amos dans un milieu assez conventionnel, où elle était forcée de quitter la maison en jupe les matins d'école, où « être une fille » se résumait essentiellement à se faire imposer des contraintes et des interdictions. Elle a vécu une véritable révolution personnelle lorsqu'elle a déménagé à Montréal, au début des années 1980, pour faire un baccalauréat en enseignement du français au secondaire à l'UQAM. Elle s'est d'abord impliquée dans le comité femmes de l'université, où elle s'est vite investie, mais jamais en totale cohésion avec le groupe. Sa plus grande révélation, elle l'a eue en rencontrant la militante lesbienne Danielle Charest, qui venait de cofonder la revue *Amazones d'hier, lesbiennes d'aujourd'hui,* après avoir participé à un documentaire du même titre consacré aux réseaux lesbiens de Montréal. Johanne me décrit l'admiration que lui inspirait cette militante à l'allure libérée, qu'elle croisait dans les bars et les événements sans oser l'aborder, et dont l'ethos, les manières de prendre la parole en public témoignaient d'une assurance et d'une détermination à changer le monde exceptionnelles.

Ne sachant trop comment l'approcher, Johanne arpente la rue où vit cette dernière pendant quelques après-midi avec l'espoir de la croiser « par hasard ». Enfin, une bonne journée, un groupe de militantes qui se dirigent vers l'appartement



Stéphanie persiste à croire qu'elle mérite le meilleur.

de Danielle passent devant Johanne, qui fait alors mine de marcher vers le dépanneur du coin, l'apostrophent et l'invitent à se joindre à leur collectif affinitaire non mixte pour une action de protestation organisée à l'occasion de la visite à Montréal du pape Jean-Paul II. Lorsqu'elles entrent chez Danielle, où se tient la réunion de préparation, cette dernière accueille Johanne en lui demandant, sans préambule : « Es-tu lesbienne, toi ? » Elle répond à l'affirmative, après avoir brièvement hésité, prise de court par la franchise de cette question qu'elle ne s'était jamais posée directement. Ce jour-là, Johanne rencontre une communauté qui sera la sienne pour la plus grande partie de sa vie, et c'est à partir de cette période qu'elle commence à revendiquer ouvertement son lesbianisme. Elle m'explique qu'elle avait déjà décidé depuis un moment, pour des raisons bien personnelles, de ne plus partager sa vie intime et affective avec des hommes, mais que ce choix n'était pas lié uniquement à une attirance pour les femmes. « Être lesbienne, ce n'est pas quelque chose d'inné, ce n'est pas lié qu'à une préférence naturelle pour les personnes d'un sexe plutôt que d'un autre. Je suis lesbienne parce que je l'ai voulu consciemment, parce que j'ai souhaité m'associer d'abord et avant tout à d'autres femmes, dans le quotidien comme dans la lutte. Je me désole toujours de voir des femmes subir les relations hétérosexuelles comme une fatalité. »

Johanne appartient à une génération de militantes qui conçoivent le lesbianisme comme un choix politique, et non comme une situation personnelle. Pour le collectif de la revue *Amazone d'hier, lesbiennes d'aujourd'hui,* dans lequel Johanne s'implique activement à partir de 1984, une lesbienne n'est en effet pas une « femme aimant une femme ». C'est une personne refusant, plus encore, de participer au système hétéropatriarcal, celui à la base des institutions et des rapports sociaux reposant sur une appropriation et une exploitation de la classe des femmes par celle des hommes. Les lesbiennes radicales demeurent à l'écart du mouvement des femmes de l'époque, et prennent leurs distances par rapport aux discours féministes dont l'analyse de la situation des femmes est surtout basée sur les réalités hétérosexuelles. Alors que d'autres réclament, par exemple, l'accès à la contraception et la reconnaissance du travail ménager, les lesbiennes radicales rejettent l'idéal de la famille nucléaire et travaillent à la création d'espaces indépendants – des plateformes de réflexions, mais aussi des lieux de rencontre physiques, des regroupements, des événements – hors de l'économie patriarcale, convaincues que de s'extraire d'un système d'oppression permet de mieux le critiquer et l'abolir.

La participation de Johanne à *Amazones d'hier, lesbiennes d'aujourd'hui* a été une étape cruciale de son parcours et de sa formation politique. Elle mentionne quelques dossiers particulièrement stimulants – notamment, un numéro thématique sur « l'oppression de la famille » dans lequel elle signe un texte essayistique –, mais aussi une série de tâches invisibles qui, à l'instar de la communauté politique à laquelle elle prend part, demeurent trop souvent ignorées. Retaper à la dactylo les textes manuscrits acceptés pour publication, organiser des forums, coordonner des envois postaux, aider à l'impression de la revue, réalisée sur des presses manuelles : un travail de longue haleine, toujours bénévole, qui paraît fastidieux et anachronique à l'ère des médias sociaux et des fichiers numériques. Pendant les années 1980, les activités du collectif se déroulent dans les locaux de l'école Gilford, un centre culturel et communautaire lesbien emménagé dans un ancien édifice de la commission scolaire, sur le Plateau Mont-Royal. La description que me fait Johanne de cet espace fait rêver : on dirait une sorte de refuge, de quartier général, où ses camarades et elle passaient le plus clair de leur temps à tenir des réunions et à socialiser. De 1984 à 1993, l'école Gilford héberge d'innombrables rassemblements, une école d'arts martiaux, une chorale, les archives lesbiennes Traces. Ce projet peut donner une impression de sectarisme, mais il visait surtout à créer un climat propice à la prise de parole et à permettre des engagements nouveaux, des changements de paradigme. Dans ce lieu « hors du monde », ou plutôt de reconstruction du monde, des femmes pouvaient enfin définir leurs aspirations et leurs idéaux sans l'impératif du mariage et de la conjugalité.

Aujourd'hui, Johanne continue, avec d'autres, de garder vivante la mémoire des luttes que ses camarades et elle ont menées. Depuis quelques années, elle codirige les Éditions Sans fin, dont elle est également cofondatrice, qui ont pour mission de diffuser des regards lesbiens offrant des points de vue décentrés sur le monde. Elle me confie qu'elle se considère privilégiée d'avoir accès à des ressources qui lui permettent de continuer à consacrer tout son temps et une partie de ses économies aux luttes politiques. Il y a quelques années, après qu'elle eut vendu son logement, un conseiller financier lui a vivement suggéré de mettre les profits de côté « pour son futur ». Cette recommandation lui est apparue comme un non-sens. « Investir son argent dans une maison d'édition engagée, ce n'est pas un placement pour le futur, ça ? » Cette remarque est lancée à la blague, mais l'ironie qu'elle soulève est significative. La conception du futur qui habite des gens comme Johanne échappe assurément à la logique des institutions bancaires. La précarité contre laquelle elle se bat est collective et non individuelle ; elle concerne des choix de vie et des paroles qui se déploient à contre-courant, qui démentent l'ordre des choses et le sens du monde ; ce sont des formes de contestation avec lesquelles Johanne travaille pour que les fruits de ce travail se déploient dans l'avenir.

Dessin : Catherine Ocelot